

# L'HUMANITE ROUGE

PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

## Contre Reagan le 5 juin

**L**es 4 et 5 juin se tient à Versailles le sommet des pays industrialisés; Reagan, chef de file de l'impérialisme américain, y sera. Notre parti participera à la manifestation organisée ce jour-là à Paris.

Nous y crierons : « Non à Reagan », « Non à l'impérialisme américain » qui depuis bientôt 40 ans s'efforce de dominer la planète, exploite, opprime, agresse les peuples et les pays sur tous les continents. Nous dirons non à celui qui fait de l'Amérique latine sa chasse gardée, y impose des dictatures à sa soldé, au Salvador par exemple, non à celui qui encourage la politique expansionniste de l'Etat d'Israël, qui appuie le fait colonial britannique aux Malouines, et soutient l'Etat raciste d'Afrique du Sud. Non à cette superpuissance US, qui, même si elle a pris des coups sévères dans les années 70 et se tient parfois sur la défensive, reste agressive et menaçante pour l'indépendance et la liberté des pays et des peuples.

Nous crierons aussi, et même s'il n'est pas du sommet de Versailles, « Non à Brejnev », non à l'autre superpuissance, qui ces dernières années, tente d'avancer ses pions pour le contrôle du monde, sous le couvert « d'avancée des forces de paix et de progrès ». Pas plus que l'agression américaine au Salvador, ne sont tolérables non plus l'occupation soviétique en Afghanistan, le soutien logistique soviétique à la sixième offensive contre le peuple érythréen, le soutien à l'agression vietnamienne contre le Cambodge, le contrôle politique, économique et militaire qui contribue à maintenir le peuple polonais sous le joug.

Car du même coup, en dénonçant les actes agressifs des deux superpuissances et leur rivalité pour dominer le monde, nous agissons « Pour la paix et le désarmement ». Reagan et Brejnev sont les deux chefs de file des deux fauteurs d'une troisième guerre mondiale. Ce sont eux qui ont accumulé chars, bombes, sous-marins, un arsenal nucléaire sans précédent, des bases militaires sur tous les continents, sur tous les océans, hors de leurs frontières, à des milliers de km de leurs propres frontières. Il s'agit bien pour chacun d'eux de tenter de contrôler l'ensemble de la planète; leur rivalité peut mettre le feu aux poudrières qu'ils ont construites et continuent de construire dans une course ininterrompue aux armements. L'Europe est particulièrement menacée, car elle constitue un potentiel économique, technologique et humain considérable. Voilà pourquoi, le 5 juin, et durant la session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement courant juin, nous bataillons pour un désarmement général, simultané et contrôlé qui comporte le démantèlement en Europe des bases des fusées soviétiques SS20 et la non installation des Pershing US, la destruction simultanée et progressive des armements conventionnels et nucléaires, la dissolution de l'OTAN et du Pacte de Varsovie et le retrait des bases et troupes étrangères de tout pays.

Enfin, ce 5 juin nous crierons notre Solidarité avec le Tiers Monde. Alors que les pays industrialisés se concerteront à Versailles pour définir une stratégie de préservation de leurs intérêts impérialistes à l'encontre des pays et des peuples du Tiers Monde, plus que jamais s'impose l'exigence d'un nouvel ordre économique mondial, où le droit à l'indépendance soit reconnu, où les produits du

Suite page 3

## CITROEN A PEUR DES LIBERTES

Voici maintenant quatre semaines que les O.S. de l'usine d'Aulnay sont en grève. Et chaque semaine qui passe voit de nouvelles usines rentrer dans l'action et leur production s'interrompre : Levallois, Asnières, maintenant St-Ouen... En adoptant une attitude provocatrice, la direction de Citroën, et derrière elle celle du premier groupe industriel privé de France (PSA), pensait sans doute venir à bout de ces travailleurs. Mais elle avait très profondément sous-estimé l'ampleur de la révolte que son système dictatorial avait fait s'accumuler (voir pages 4 et 5). Aussi est-elle contrainte maintenant de commencer à manœuvrer en recul. C'est ainsi qu'elle a dû accepter de négocier avec la CGT et la CFDT dont elle a pourchassé les militants ces dernières années. Si elle a été amenée à faire quelques concessions insuffisantes, notamment sur le plan salarial, par contre elle maintient son intransigeance en ce qui concerne la question des libertés syndicales et individuelles dans l'entreprise. Or, il s'agit là, en définitive, de la motivation principale de la lutte des travailleurs de Citroën; ils veulent en finir

avec l'usine de la peur. Ils veulent que leurs libertés et leur dignité soient reconnues. Pour que le travail reprenne, il faudra que la direction cède à ce

sujet. Or, elle se refuse toujours, par exemple, à accepter des conditions respectant la liberté de vote lors des élections professionnelles. Son acharnement est compréhensible : l'introduction des libertés chez Citroën remettrait en question tout le système sur lequel fonctionne l'empire Peugeot et dont le rôle est de permettre l'exploitation maximum des travailleurs en les privant de leurs droits. Citroën a peur des libertés. (Dans notre prochaine édition, nous publierons de nouveaux témoignages sur le système Citroën).

Tout an étant conduite à des reculs, la direction de Citroën continue à monter des provocations et à recourir à ses méthodes violentes. C'est ainsi que le 18 mai au matin, devant une usine Citroën de Saint-Ouen, une cinquantaine de nervis de la CSL, casqués et matraque à la main, ont tenté d'agresser des syndicalistes.

Elle n'a pas renoncé à l'usage de la force.

En cette quatrième semaine, rien n'est donc encore réglé. La solidarité doit continuer à s'exprimer autour de ceux de Citroën.

Pierre BURNAND



### 5ème FESTIVAL CULTUREL DES TRAVAILLEURS IMMIGRES DU 15 MAI AU 5 JUIN

Cinéma non stop (salle Montréal Club, 7, rue Marx Dormoy, Paris XVIIIe); meeting, forums, débats, expos (AGECA, 177, rue de Charonne, Paris XIe).  
Gala de clôture le 5 juin de 14h à 23h (hypodrome de Paris, Porte de Pantin).  
Programme détaillé à la MTI, 46, rue de Nanteuil, Paris XIe. Tel : 372. 75. 85.

**MINUTE CONTRE SANS FRONTIÈRES**

Vous avez peut-être vu sur les kiosques les affichettes de Minute barrées par le titre « La PS protège les terroristes ». Les terroristes ainsi désignés par Minute ne sont autres que le journal Sans Frontières; le protecteur: Lionel Jospin, premier secrétaire du PS. Ce dernier, député du XVIII<sup>e</sup> arrondissement, a rendu visite, dernièrement, au journal Sans Frontières. Le torchon raciste Minute lance une venimeuse campagne contre un journal qui s'adresse aux immigrés. L'article, véritable tissu d'amalgames, a été rédigé par un « enquêteur » qui s'est présenté à des rédacteurs de Sans Frontières comme pigiste travaillant pour Le Matin. Le même « journaliste » s'est ensuite fait passer pour quelqu'un de l'AFP, afin d'entrer en contact avec sœur Simone Viguier de l'antenne du Secours catholique du XVIII<sup>e</sup> afin de la photographier. Dans leur délire, les auteurs de l'article essayent de salir le père Gallimardet, décédé en 1980, et qui fut le fondateur de l'association Sans Frontières. Une telle campagne de presse présentant des journalistes de l'immigration comme des terroristes ne peut-être innocente. Elle résulte d'une enquête menée de façon policière (fausse identité du journaliste). Elle fait suite à l'intox menée sur les prétendus prisonniers français en Algérie, sur la mosquée de Romans; or, depuis plusieurs attentats ont été perpétrés à Romans. Aujourd'hui, les éléments les plus troubles de la droite, ouvertement alliés aux fascistes, ont lancé dans le cadre de l'Association « Solidarité et défense des libérés » une prétendue campagne contre le terrorisme, véritable campagne raciste. Mais Minute va plus loin et désigne une cible: Sans Frontières... L'assassinat de Curriel avait été précédé d'une odieuse campagne de presse. Les plumitifs préparent souvent le terrain pour les assassins et les poseurs de bombe.

Minute serait responsable de tout ce qui pourrait arriver de fâcheux à Sans Frontières et à la Librairie La Goutte d'or.

de l'opposition s'inquiétant de l'application effective de cette peine. Ces derniers n'ont pas ménagé leurs efforts pour exiger de lourdes sanctions contre les appelés coupables d'avoir défilé avec les syndicats le 1<sup>er</sup> Mai.

**CHOTARD EN CORRECTIONNELLE**

Chotard, premier vice-président du CNPF et président de la commission sociale du syndicat des patrons, vient de comparaître en correctionnelle pour « entrave au fonctionnement du Comité d'entreprise » du Cercle de la librairie dont il est le président. La CFDT qui a déposé la plainte, reproche à Chotard de n'avoir pas réuni régulièrement le Comité d'entreprise pendant le premier semestre 80, à un moment où le Cercle préparait une restructuration qui a entraîné 40 licenciements. Chotard, comme il se doit, a décliné toute responsabilité en la matière. Faut-il s'étonner que Chotard, qui mène ardemment le combat contre les « féodalités syndicales », oublie de réunir un CE pour annoncer des licenciements ?

**COLLABORATION 10 PLAINTES CONTRE PAPON**

Après avoir été à demi-blanchi par un jury d'honneur constitué à sa demande, Papon n'en a pas pour autant fini avec la Justice. L'ancien ministre du Budget (RPR) de Giscard est en effet accusé d'avoir fait déporter des centaines de Juifs à Auschwitz, via Drancy, alors que sous Vichy il était secrétaire général de la préfecture de la Gironde. Maître Klarsfeld vient de déposer 6 plaintes à Bordeaux au nom des

ayant-droit des victimes. Il s'agit des frères ou des neveux de 13 enfants morts en très bas âge à Auschwitz au cours de l'année 42. Certains avaient moins de 2 ans. En dessous de cet âge la Gestapo n'exigeait pas la déportation. En les incluant dans des convois, Papon aurait été au-delà des exigences allemandes. Ce d'autant plus que dans certains cas, ces enfants ne se trouvaient pas internés dans des camps de transit, mais placés dans des familles de la région. Papon aurait lancé la police à la recherche de ces enfants pour les envoyer vers les camps de la mort. Par ailleurs, les 13 enfants concernés ont tous été déportés entre juillet et septembre 42. Tous étaient de nationalité française. Or, selon un accord conclu le 3 juillet 42 entre Vichy et les Allemands, « seuls » les Juifs étrangers étaient expressément soumis à la déportation. Ce n'est qu'à la fin 42 que fut décidée la déportation de Juifs français. Là aussi, Papon est allé au devant des désirs des nazis. Le convoi parti de Bordeaux le 26 août 1942, comptait 196 Juifs français sur 422 déportés.

« Il s'agit — a déclaré M<sup>e</sup> Klarsfeld — de mettre fin à une respectabilité qui, du point de vue des victimes est quelque chose d'inadmissible. Je ne peux pas supporter que M. Papon invite ses administrés de St-Amand-Montrond, dont il est le maire, à célébrer le 8 Mai. »

Comme dans le cas de l'affaire Legay, les juges devront dire si les infractions reprochées à Papon relèvent de la qualification de crime contre l'humanité. Seul type de crime à ne pas tomber sous la prescription au bout de 10 ans.

**RÉCIDIVE DU « SHERIFF » DE LA GOUTTE D'OR**

Battu aux dernières législatives, Jean-Pierre Pierre-Bloch, ex-député UDF, tente de regagner le terrain perdu en enfourchant le cheval de la Sécurité. Ex-député du XVIII<sup>e</sup> arrondissement, il avait transformé le quartier de la Goutte d'or en camp retranché quadrillé en permanence par une police qui multipliait les vexations vis-à-vis de la population immigrée majoritaire dans ce quartier de Paris. La Sécurité? Une obsession pour ce candidat malheureux. Déjà au printemps 78, M. Sécurité fut à l'origine d'un « Groupe d'étude sur la sécurité des biens et des personnes ». Il prend, aujourd'hui, la tête de l'Association nationale pour la sécurité des personnes et des biens. Le but de cette association est de « représenter la majorité silencieuse dont l'agression est le lot commun de tous les jours ». Majorité silencieuse représentée par les dirigeants les plus tapageurs de l'opposition. C'est avec des grands démocrates comme Toubon, Pasqua, Peyrefitte que Pierre-Bloch entend mener son combat pour les droits de l'homme. Tous ces politiciens de droite font en effet partie de la jeune association. Il faudrait citer aussi Chaban-Delmas, Couve de Murville, Messmer, Barre, ainsi que Sardou (jeune chanteur engagé).

**DEUXIÈME DÉFAITE DE HERSANT LES ACTIONS DE FOURNIER SOUS SÉQUESTRE**

Le tribunal de Commerce de Grenoble vient de mettre sous séquestre les actions vendues, il y a un an, par l'ex-Pdg Richerot à Marcel Fournier. Il a désigné un administrateur provisoire pour exercer les droits afférents au 5453 titres que détient Fournier, homme de paille de Hersant et ex-Pdg de Carrefour, dans le Dauphiné Libéré. C'est le deuxième coup dur pour Hersant depuis que, le 4 mai 1982, Richerot, devenu soudain très riche, a pu racheter à la COFIGEP (Société holding du groupe du Dauphiné Libéré) la participation majoritaire que celle-ci détenait dans la S.A Dauphiné Libéré. C'est l'aide de Paribas (nationalisée) qui a permis l'opération anti-Hersant. Tout porte à croire que le gouvernement avait donné le feu vert. Le Dauphiné Libéré joue un rôle déterminant dans la vie politique régionale. Faut-il, dès lors, s'attendre à un infléchissement à gauche du très réactionnaire Dauphiné Libéré? En attendant, le tribunal de Grande instance de Grenoble doit déterminer si effectivement Fournier, qui a vendu ses actions à Hersant, n'était qu'un prête-nom. Cette bataille se situe dans l'Isère dont le président du Conseil général n'est autre que Mermaz, président de l'Assemblée nationale.

**MENACES CONTRE LA MOSQUÉE D'AVIGNON**

Le vendredi 14 mai, vers 4 heures du matin, une voiture appartenant à M. Ben Mohamed Ab Deslam, beau-frère du responsable de la mosquée d'Avignon, a été incendiée par des inconnus. C'est un correspondant se réclamant d'une « brigade de libération », qui a revendiqué l'attentat en téléphonant aux agences de plusieurs quotidiens régionaux. Un attentat qui n'est pas sans lien avec celui qui a détruit, le 3 mai, la mosquée de Romans. Le correspondant inconnu a déclaré au téléphone: « Notre commando est une section spéciale (SS?) rattachée au groupe qui s'occupe actuellement avec réussite des intérêts maghrébins à Romans. » Indirectement visé par cet acte terroriste Duffaut, sénateur-maire socialiste d'Avignon, qualifié de « grand ami de l'alliance socialo-communiste », mais aussi Defferre. Le correspondant a également réclaté « la suppression de la mosquée d'Avignon et l'expulsion des maghrébins chômeurs et de leurs familles », pas moins. Cet attentat et ces menaces visant en premier lieu la population immigrée, sont à prendre au sérieux. Comment ne pas y voir la suite logique de propos tenus par certains membres de la droite.

Rubrique réalisée par Léon CLADEL

**NOSTALGIQUE**

Un capitaine du 3<sup>ème</sup> régiment de hussards, stationné en Allemagne fédérale, vient d'être sanctionné pour avoir fait chanter à des appelés de son unité des « hymnes germaniques datant d'avant la seconde guerre mondiale » et interdits par directive, en date du 12 mai 1980, du chef

d'état major de l'armée de terre. Ni la nature de la sanction, ni l'identité ne sont précisées. La punition de cet officier a été décidée à la suite d'une enquête de commandement déclenchée sur plainte d'un sergent au ministère de la Défense. On n'a remarqué, jusqu'à ce jour, aucune intervention de parlementaire

**Repères économiques**

**UN PLAN DE RESTRUCTURATION DANS LA CHIMIE**

L'organisme international qui regroupe les principaux pays capitalistes impérialistes (Europe de l'Ouest, Japon, Amérique du Nord), l'OCDE estime que la croissance pourra atteindre au mieux 0,3% en moyenne dans ces pays. Cela porterait le nombre des chômeurs à 31 millions de personnes dans les pays de l'OCDE à la fin de l'année 1983. Le seul point positif souligné: l'inflation qui se situait en moyenne à 12,9% en 1980 pourrait baisser pour être entre 7% et 8% à la fin de cette année.

**LES PREVISIONS DE L'OCDE: AGGRAVATION DU CHOMAGE**

Un vaste plan de restructuration dans la Chimie vient d'être établi par les pouvoirs publics. Les principes qui régissent ce plan sont: concentrer le plus possible et s'appuyer sur le trust qui dispose d'énormes moyens financiers: Elf-Aquitaine. Trois pôles de regroupement ont été définis: deux pôles pour la Chimie lourde autour d'Elf-Aquitaine et de CDF-Chimie, filiale chimique des Charbonnages de France, le troisième pôle devant se faire autour de Rhône-Poulenc (36 milliards de chiffres d'affaires). Autour de la pétrochimie, graviteront donc les deux trusts Elf-Aquitaine et CDF-Chimie qui devront ainsi représenter environ 70% du potentiel de production. Dans le domaine des matières plastiques, P. Dreyfus, ministre de l'Industrie, a annoncé que ces deux monopoles devront harmoniser leur action (tout en continuant à se concurrencer). D'autre part, sont prévues une série de fusions et de rachats, en particulier dans la filière chlore. C'est ainsi qu'Elf-Aquitaine d'ici la fin de l'année va prendre le contrôle des deux sociétés Chloé (pétrochimie - chlore) qu'elle avait

rachetées à Rhône-Poulenc et ATO (où le groupe Total-CFP sera minoritaire). Les deux sociétés en question devant elles mêmes fusionner. De plus, Elf-Aquitaine va reprendre la majorité du capital de PCUK, filiale chimique du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK) et qui représente pas moins de près de deux tiers de l'effectif dans la Chimie du chlore.

Enfin, en matière d'engrais, l'on parle de la constitution de deux pôles dont l'un pourrait être Rhône-Poulenc.

Bref, il s'agit là d'une vaste restructuration en perspective où les rationalisations et la compétitivité recherchées risquent fort de faire peser de graves menaces sur les emplois, avec la fermeture des petites unités en particulier.

**POLOGNE: UNE CRISE ECONOMIQUE DESASTREUSE**

Un plan triennal vient d'être établi en Pologne. Trois objectifs sont définis d'ici 85: auto-suffisance en produits alimentaires, développement de l'industrie de biens de consommation et priorité aux exportations. La crise économique frappe les travailleurs polonais de plein fouet: pour le premier trimestre de cette année, la production industrielle a été inférieure de 10% à celle du premier trimestre 1981. Comme solution, le gouvernement polonais souhaite un accroissement de ses échanges avec les pays de l'Est regroupés au sein du COMECON, renforçant par là encore sa dépendance à l'égard du social-impérialisme russe...

Ainsi, les exportations en direction des pays de l'Est qui, en 1981, représentaient 41% du volume total de ses ventes à l'extérieur, devraient atteindre dans 3 ans 48%, tandis que les importations en provenance des pays du COMECON devraient passer de 41% (en 1981) à 54%.

Rubrique réalisée par Catherine LEMAIRE

**L'HUMANITE ROUGE**

Fondateur: Jacques JURQUET  
 Directeur politique: Pierre BURNAND  
 Directeur de publication: Jean-Luc EINAUDI  
 Commission paritaire: N° 57952 — dépôt légal: 2<sup>ème</sup> trimestre 1982.  
 Téléphone: 16 (1) 893. 87. 16.  
 Adresse: Presse d'Aujourd'hui. BP70 94220 Charenton.

## L'AUTRE 8 MAI ... AU SUD DE LA MEDITERRANEE

Le 8 mai était fêté ici et férié et c'est justice. Mais tandis que nous fêtons une libération, le peuple algérien commémorait le 37<sup>e</sup> anniversaire des massacres commis par l'armée française, le 8 mai 1945.

« Ils étaient venus de tous les villages environnants et de la wilaya à Kherrata — raconte Mohamed Bliidi, journaliste d'El Moudjahid —. Ils étaient là, présence combien significative, certains ayant vécu ce cauchemar ici même à Kherrata, Amoucha, à Sétif ou ailleurs. Ils se souviennent encore ce « fleuve de sang ». Des milliers de victimes abattues dans la rue sans sommation, à bout portant, par cette horde de soldats sanguinaires qui s'étaient livrés à cette tuerie comme à un jeu.

« Témoignage vivant, Hanouz Lounès raconte comment son père et ses trois frères ont été exécutés « après avoir été lacérés au couteau, puis exposés au soleil, avant de jeter leurs corps dans le vide du haut de Chebhet El Akhra », devait-il nous dire. Il poursuit : « Je me souviens qu'après le massacre du 8 mai, la répression s'est poursuivie pendant plus d'un mois ». Il y eut l'affaire Parmentier, ce colon qui, à lui seul, avait abattu à bout portant et froidement plus d'une

dizaine d'Algériens. Arrêté puis jugé, Parmentier bénéficiera des circonstances atténuantes et s'en sortira avec un verdict-farce qui en dit long sur la justice d'alors. L'accusé a été en effet, condamné à seulement une année de prison puis relaxé quelques jours plus tard, comme si ce n'était point un délit d'abattre les Algériens.

« Mais le 8 mai 1945 restera longtemps gravé dans la mémoire de tout le peuple. Parce qu'il fut une étape importante pour le mouvement national dans la lutte pour l'indépendance — une étape qui avait abouti au 1<sup>er</sup> novembre 1954 lorsque le peuple se leva... Kherrata se souviendra certes, mais la ville en cette année 1982 n'est plus ce qu'elle était il y a 37 ans. Ce 37<sup>e</sup> anniversaire montre combien de l'indépendance à ce jour, Kherrata a connu une évolution positive au double plan social et économique. Il y a d'abord les unités économiques de la SONIPEC et de la SONITEX. Il y a aujourd'hui même, l'unité SNGA, l'abattoir communal, une crèche pour les enfants et une agence SONELEC.

« Au pont Hounez d'où furent précipités les victimes, l'espoir renaît. Il a pour nom progrès et justice. Kherrata ira de l'avant... »

## IMMIGRATION LA DERIVE DU GOUVERNEMENT

Le centre d'études anti-impérialistes (CEDETIM) vient d'adresser une lettre ouverte aux députés et sénateurs de gauche au sujet de la politique d'immigration du gouvernement. Nous en publions un extrait :

Le 11 août 1981, le gouvernement faisait paraître une circulaire dite de régularisation exceptionnelle des travailleurs immigrés sans papiers. Cette circulaire devait, déclarait Monsieur Autain, permettre la régularisation des 300 000 étrangers clandestins qui vivaient en France.

Mais les principaux critères de régularisation étaient inadaptés et l'avenir allait le prouver. Quels étaient ces critères ?

— les travailleurs immigrés clandestins devaient faire la preuve qu'ils étaient entrés en France avant le 1<sup>er</sup> janvier 1981. Surtout pas avant le 21 mai 1981, date de la prise du pouvoir de François Mitterrand, et date de l'amnistie pour tous les Français. Sans doute ne se méfia-t-on jamais trop des immigrés qui auraient pu, contrairement à bien d'autres, prévoir plusieurs mois à l'avance la victoire de la gauche, pour essayer d'en profiter.

— les travailleurs immigrés clandestins ne pouvaient être régularisés que s'ils avaient un emploi ; la crise ne touche-t-elle que les travailleurs français ? Mais surtout, les clandestins devaient faire la preuve de leur emploi par le seul moyen d'un contrat de travail, signé par leur employeur. L'exigence de ce contrat de travail, présenté comme un moyen d'assainir la situation et de pousser les employeurs à se mettre en règle, s'est retourné contre les travailleurs. Quand ceux-ci demandèrent un contrat de travail, les employeurs préférèrent les licencier.

Sans parler des catégories non régularisables, qui ne durent leur acceptation dans le cadre de la régularisation exceptionnelle qu'à des luttes très dures, et une mobilisation sans faille (travailleurs saisonniers, marchands ambulants...).

Mais revenons aux promesses de Monsieur Autain : où sont les 300 000 régularisés ? Ils ne sont que 140 000 à avoir pu déposer leurs dossiers. Pourquoi ? Le gouvernement s'est refusé les moyens

de ses déclarations ; à la place de faire une publicité sur ces mesures, de mobiliser les gens qui pouvaient le soutenir, il a procédé en catimini, il ne s'est pas donné les moyens d'une concertation véritable avec les associations, il a fait confiance à l'administration.

Cela conduit aujourd'hui aux déclarations récentes de Messieurs Defferre et Autain, au communiqué du Conseil des ministres du 28 avril 1982 : sur les 140 000 dossiers présentés dans le cadre de la régularisation exceptionnelle, seulement 100 000 dossiers seront effectivement régularisés. Seront donc refouables à partir du 30 avril 1982, ceux dont la régularisation a été refusée, plus ceux, les « retardataires », qui n'ont pu présenter de dossier.

Le refoulement des travailleurs immigrés clandestins, actuellement en France, signifie le retour aux tracasseries administratives, aux contrôles d'identité, à la chasse aux faciès (qui ont déjà repris), avec toutes les conséquences sur les conditions de vie et la dignité de ceux qui n'ont pas « l'air français », l'accréditation de la notion d'immigrés suspects dans l'opinion publique.

N'alimentons-nous pas ainsi cette « campagne teintée de xénophobie et parfois de racisme lancée sur le thème de la sécurité » justement dénoncée par Pierre Mauroy le 4 mai dernier ? Où est donc l'esprit du programme socialiste ?...

Certaines déclarations, le Conseil des ministres du 28 avril qui précise que les refoulements seront effectifs à partir du 30 avril 1982, montrent à nos yeux la dérive du gouvernement.

Comment peut-on passer de l'idée qu'il faut combattre le racisme, donner toute sa place aux travailleurs immigrés, à l'idée qu'il faut composer avec les racistes ? Et que les victimes des racistes sont des coupables à expulser ? Pourquoi des déclarations laissant croire que le travailleur immigré est suspect de délinquance, campagne de calomnie que nous avons tous ensemble combattue par le passé ?

Vous que nous avons élus, pourriez-vous cautionner une politique anti-immigré ? Politique d'autant plus dangereuse qu'elle aboutira à la division de la classe ouvrière, et va l'affaiblir face à un patronat qui se refuse à toute politique de changement.

Suite de la Une

### CONTRE REAGAN LE 5 JUIN

Tiers Monde soient payés à leur juste prix, où la coopération internationale réponde aux besoins fixés par le Tiers Monde et non aux intérêts des impérialismes et des deux superpuissances. Ce faisant nous affirmerons notre solidarité aux revendications des peuples soumis à l'impérialisme français et agirons dans le sens du droit à l'indépendance des prétendus DOM-TOM, des droits égaux à accorder aux travailleurs des entreprises nationalisées implantées dans le Tiers Monde, etc...

Lors de ce sommet de Versailles, QUE RETEN- TISSENT DES VOIX PUISSANTES POUR LA PAIX, LE DESARMEMENT, L'INDEPENDANCE ET LA LIBERTÉ DES PEUPLES DU TIERS MONDE.

Pour y contribuer, nous serons Place Clichy, le 5 juin à 14 heures et appelons à manifester, jusqu'à République, ce jour-là.

Camille GRANOT

**DIMANCHE 6 JUIN - DE 10 A 20 HEURES**  
**FETE DE L'HUMANITE ROUGE**  
PARC DES LOISIRS DE VALABRE (Routs de Luynes à Gardanne)

- C'est 10 heures de spectacle non stop avec :  
Gilles Servat qui viendra de Bretagne chanter avec la force qu'on lui connaît l'amour, la vie, la lutte.  
Daniel Daumas, le chanteur occitan  
Le Théâtre des Flamants avec sa dernière création  
Christian Barbie et Philippe Lavigne deux auteurs compositeurs de la région  
Un groupe de chants et danses des Comores  
Un groupe irlandais  
La chorale la Commune qui nous vient de Rodez  
Le bastingue de la Haute Vallée de l'Arc qui animera le bal
- C'est des forums, avec notamment :  
L'histoire du mouvement ouvrier dans notre région avec la participation de Lucien Gaillard auteur de « La vie quotidienne des ouvriers provençaux au XIX<sup>e</sup> siècle ».  
Les maladies professionnelles avec la participation de travailleurs de la Navale, de syndicalistes et de médecins.
- C'est des stands avec :  
Une cité du Tiers Monde pour les associations de solidarité, les associations de ces pays, les associations d'amitié.  
Un carré des radios libres : toutes les radios de la région sont invitées  
Un espace pour les associations populaires et culturelles les plus diverses
- C'est encore :  
Une exposition d'affiches palestiniennes, des jeux pour grands et petits avec notamment un lacher de ballons et un concours de boules, un buffet, une buvette, une crêperie.
- La fête de Valabre enfin, c'est surtout :  
Le rendez-vous de tous ceux qui par leurs luttes et par leur vote du 10 mai 1981 ont chassé la droite du pouvoir et désirent que le changement passe enfin, ceux qui ne se résignent pas à le voir piétiner.

Valabre 82, c'est la fête de l'espoir.

### LE BLOC NOTES DU PARTI

Soutien aux travailleurs de Citroën en lutte : lors de la fête organisée par la CGT, dimanche 9 mai, à l'intention des travailleurs de Citroën et de leurs familles, les camarades de Seine-Saint-Denis ont remis une collecte de 700,00 francs aux grévistes ainsi qu'un message de notre Parti ; le dimanche 16 mai, ils ont organisé une autre collecte à Sevrans et diffusé des tracts de soutien à la lutte des Citroën.

Le secrétariat de notre parti a envoyé le 11 mai, une lettre aux organisations ouvrières et populaires soulignant l'enjeu national de la grève des travailleurs de Citroën et précisant que notre parti est favorable à toutes les initiatives rassemblant des forces en solidarité à cette grève et prêt à y participer.

Messages et communiqués de presse : un message de notre parti, sous couvert de Pierre Bauby, secrétaire politique du CC, a été envoyé à la fête de la JOC, le 9 mai ; un communiqué de presse a été envoyé à l'AFP à l'occasion de l'anniversaire du

10 mai ainsi que deux « tribunes libres » au Monde et au Matin ; un message du parti a été envoyé au Colloque international sur les droits inaliénables du peuple palestinien tenu à Paris, les 12-13-14 mai 1982.

La « Causerie de Proletariat » du 7 mai a porté sur « L'URSS, la Chine et nous », en présence d'une cinquantaine de personnes. Seule la dimension du mouvement communiste international a été abordée faute de temps. A charge pour la prochaine « Causerie » du 4 juin prochain d'aborder certains aspects laissés dans l'ombre ce soir-là.

Sujet de celle du 4 juin : « Le Socialisme pour la France ».

Souscription : les camarades de Seine-Saint-Denis, par vente de matériel — meubles, objets, outils, etc... — aux « puces » de Sevrans, ont recueilli plus de 5 000,00 francs versés à notre journal. Bravo !

# AULNAY: L'USINE DE LA PEUR

## Ils parlent

● Il y a 26 ans que je travaille chez Citroën. Je suis A2 (O.S.), je suis convoyeur de voitures. C'est un travail où il faut faire attention. Quand on amorce une voiture on a des avertissements. Je n'ai jamais pu devenir O.P. Je gagne 4 000 francs et quelques avec 26 ans de maison.

Avant, j'étais à St-Charles. J'ai toujours été à la CGT, j'ai même été délégué. Quand je suis arrivé à Aulnay, je n'ai pas pu continuer. J'ai vu ce que la CSL a fait. En 1975, ils ont battu un gars de la CGT, il lui ont déchiré tous ses vêtements, il protégeait son visage avec ses tracts. Mais la carte de la CSL, je ne l'ai jamais prise, ici on appelle ça la carte de la tranquillité. Oui, moi, je ne l'ai jamais prise. Ils m'ont convoqué dans le bureau, en me disant que la carte CGT c'était de la politique. La CSL, ce n'est pas de la politique.

● Ici, il y a des gens qui ont été obligés de remplacer 7 travailleurs à la chaîne — tout seul. Je suis en France depuis 1976. J'habite dans un foyer Sonacotra à Aubervilliers. L'autre jour, il est venu un délégué CSL, il a fait de la bagarre et des insultes. Je suis délégué, j'ai dit non ce n'est pas ça la liberté syndicale.

● Je suis Yougoslave. Vous savez ici, il y a de toutes les races dans l'entreprise.

On arrive à discuter car beaucoup sont depuis longtemps en France. Des agents de secteur servent d'interprètes, ils sont payés par la direction, ils sont sélectionnés. Mais on veut pas discuter avec eux même si on ne peut pas s'exprimer, ils traduisent tout contre nous. Ils essaient de nous faire adhérer au syndicat du patron.

Nous, avec la CGT, jusqu'au 10 mai, on n'avait pas pu parler des revendications. Il y avait des pressions.

Aujourd'hui, vous voyez tous les travailleurs qui sont là. Jamais il n'y a eu de grève chez Citroën, jamais depuis 1968. Je travaille au montage, je gagne 3 800 francs par mois et je travaille dare-dare, sans arrêt.

Même dans la petite boîte de nettoyage à Paris, ils gagnent 4 200-4 300 francs par mois.

● J'ai été menacé. On a décidé de me changer de place. Puis ils m'ont proposé 4 millions, ça n'a pas marché, ils m'ont proposé 7 millions. Je leur ai dit les gens on ne les vend pas. Ils m'ont mis 5

jours de mise à pied. Vous savez, je connais la chaîne par cœur, je suis très connu dans l'atelier.

Mais pourquoi y a-t-il mentionné que faute professionnelle sur votre fiche de paie?

Je ne sais pas ce que ça veut dire, je ne sais pas. Ils m'ont dit "tu ne veux pas la carte CSL, tu es avec tes amis de la CGT".

● Nous sommes en grève parce que chez Citroën, nous faisons le boulot de deux personnes. Nous sommes mal payés. On n'a pas de dignité. Ici, on est moins payé que chez Renault. Chez Citroën, on est tous mal payés. Depuis hier, on est en grève avec la CGT. Dans l'usine, quand on parle de la CGT, on est harcelé. On subit les insultes de la maîtrise.

Témoignage d'un travailleur marocain :

Ici, il y a une majorité d'Arabes, et l'interprète c'est un Français. Quand un Arabe a un problème, il va voir son chef qui lui dit : il faut aller voir M. Blondet. C'est l'interprète.

C'est ce M. Blondet là qui représente les Arabes de l'entreprise, et qui a tous les pouvoirs.

Alors quand quelqu'un vient le voir il lui sort une flûte. Il a une flûte dans son tiroir et il dit à l'Arabe : "Est-ce que tu sais jouer de la flûte?" Ou bien : "Est-ce que tu sais faire du tam-tam?" C'est-à-dire qu'il prend ces gens pour des gens des montagnes qui ne vont pas à l'école, qui ne connaissent rien du tout. Ils ne connaissent que le travail, le tam-tam et la flûte.

On a jamais de satisfaction. C'est toujours la même chose. Un jour, j'ai entendu devant moi un type, un Algérien, qui est venu voir Blondet et qui lui a dit : "Monsieur Blondet, est-ce que vous pouvez me donner 15 jours de congés collés avec les vacances du mois d'août, pour rentrer dans mon pays?" Monsieur Blondet lui a dit : "Ecoute, tu vas dire vive Citroën. Vive Citroën, et tu rentres à ton poste. Parce que sinon, tu rentres dans ton pays d'origine et tu y restes une fois pour toutes. Parce que là-bas, vous n'avez pas de beurre, vous n'avez que du pain sec, parce que moi j'ai été dans votre pays".

Dialogue avec un travailleur algérien, M. Mouleh :

Que s'est-il passé en 1972 à Javel?

A ce moment-là, je travaillais sur un poste de peinture, je travaillais comme un règleur mais j'étais O.S. Le 24 janvier 1972 j'ai eu mon accident. Je suis resté 40 jours à l'infirmerie de Citroën.

Pendant 40 jours vous n'êtes pas sorti de l'usine?

Non, non. Je suis resté à l'infirmerie de Citroën. Après ces 40 jours, le docteur de Citroën m'a dit : "C'est bien, vous voyez à 15-20". Il m'a envoyé à l'hôpital. Mais là, j'ai vu un autre docteur. Il m'a dit qu'il fallait faire une opération de l'œil. Maintenant je ne vois plus rien de tout. Je vois à 3 sur 10. On ne m'a rien payé du tout. Ni l'accident, ni l'opération de l'œil.

Comment est arrivé votre accident?

Je travaillais à la peinture. Un tuyau a éclaté et la peinture chaude est partie partout sur le plafond et dans mon œil gauche. Et à cause de mon accident ensuite, je faisais tous les postes. Une fois à la soudure, une fois au montage, et aussi au ferrage. Maintenant je pose les plaques d'immatriculation. Je gagne 4 020 francs ou des fois 4 040 francs par mois.

Dialogue avec un travailleur marocain :

J'ai été embauché en 1977. Je suis... Ça s'appelle le lancement, ça veut dire que je lance les voitures. Je compte combien il y a de voitures qui passent et je mets les pièces qui manquent.

De temps en temps, je remplace ceux qui ne sont pas là. Je fais plusieurs postes. Alors comme ça, je connais tous les systèmes de travail.

On a deux règleurs. Et quand on a un service à demander, il faut aller les voir. Alors l'autre jour, j'ai dit au règleur : "Est-ce que tu peux m'aider deux minutes, je dois aller aux toilettes?". Il a dit : "Non. Tu te démerdes". Et ça parce que je n'ai pas pris la carte. La carte CSL.

On vous a obligé à prendre cette carte?

Non, mais si tu ne la prends pas, tu es emmerdé. Tu es mis à n'importe quel travail, même s'il est dur et s'il est sale. T'as droit à rien. Un jour j'ai crié, je ne voulais pas la carte. Ils m'ont fait faire plusieurs boulots en même temps. Alors je n'y arrivais pas et j'ai crié.

Mais si tu as la carte, tu bouges pas de place, tu es tranquille.



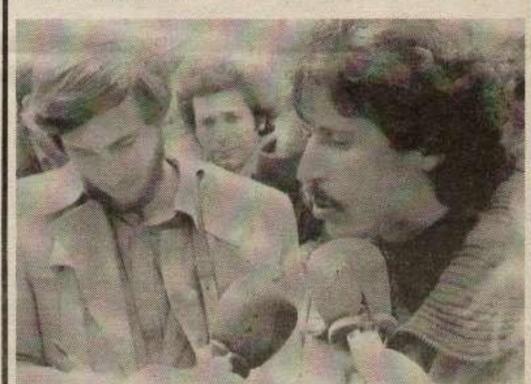
Un responsable syndical s'adresse à ses camarades : « Tu te tais ou tu pars, c'est fini ».



On se syndique : plus de 1 200 adhésions à la CGT.



La dignité, mon frère...



On dénonce le système Citroën

## Le manifeste des O.S.

Nous sommes O.S. à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois. Nous y subissons depuis des années le poids d'une véritable chape de plomb.

### L'USINE D'AULNAY, C'EST L'USINE DE LA PEUR

Nous avons dû subir : — dès l'embauche des interrogatoires, l'intimidation, l'obligation de prendre la carte CSL, les pressions ; — les menaces au moment de chaque élection professionnelle ; — pour satisfaire les quatre volontés du chef, les vexations, et les humiliations.

Nous avons dû subir : les changements de postes, d'équipes, et les mutations d'une usine à l'autre. Chez Citroën, on ne fait pas partie du personnel d'Aulnay ou de Levallois. La direction peut balloter n'importe quel travailleur selon son gré, elle peut lui annoncer un matin qu'il peut rentrer chez lui parce qu'il n'y a pas de travail. Elle a poussé ainsi des centaines d'agents à démissionner de « leur plein gré ».

### AUJOURD'HUI, FORTS DE NOTRE GREVE NOUS PROCLAMONS

Le système de répression Citroën : c'est fini

La terreur : c'est fini

Les barrières entre travailleurs : c'est fini.

— Fini le quadrillage de l'usine, par les mouchards, pour mieux réprimer les travailleurs, et pour faire passer la politique de la direction.

— Fini la hiérarchie parallèle, doublant la maîtrise et les techniciens (affectation à des postes productifs).

— Fini les agents de secteurs qui balancent avertissements et lettres à domicile, sans motifs valables.

— Fini les cadeaux au « chef-interprète » ; fini le pastis au chef...

— Fini les insultes racistes.

— Fini la « médecine-maison », les pressions par les agents avant guérison — ou pour décider à la place de la médecine du travail de la gravité d'un accident, ou pour nous garder plusieurs jours à l'infirmerie.

### NOUS NE SUPPORTERONS PLUS D'ETRE TRAITES EN ESCLAVES

Nous voulons tout simplement avoir les mêmes droits que tous les travailleurs :

— le respect de la dignité

— la liberté de parler avec qui nous voulons

— de prendre la carte du syndicat de notre choix

— de voter librement.

Nous voulons :

— choisir l'interprète de notre choix, nous faire accompagner par un travailleur qui connaît le français.

— qu'on nous reconnaisse le droit de pensée et de religion différentes, par l'attribution d'une salle pour prier, et par des mesures adaptées aux périodes du Ramadan.

Nous voulons :

— des élections libres. Elles ont été annulées trois fois. Nous ne nous soumettrons pas aux listes établies d'avance, avec obligation de rapporter au chef de secteur le bulletin CGT

— voter comme tous les autres travailleurs de ce pays, ne plus être bannis du droit syndical reconnu partout ailleurs en France.

Nous voulons :

— en cas de maladie ou d'accident du travail, avoir droit à l'ambulance ou au taxi, ce qui n'est pas accordé aux O.S.

Nous voulons :

— être respectés parce que nous sommes des travailleurs de l'industrie automobile qui participent pour beaucoup à la richesse de la France.

### CHEZ CITROEN, LA LIBERTÉ ET LES DROITS DE L'HOMME DOIVENT TRIOMPHER

## LA FARCE ELECTORALE

Depuis des années, à chaque élection, c'est la même mise en scène. Classique mais efficace.

Premier acte : Quelques semaines avant la consultation, les « agents de secteur » (une sorte de double maîtrise composée pour beaucoup de nerfs) se mobilisent.

Ils s'adressent aux ouvriers dans une prose destinée à situer l'action, à ébaucher la psychologie des personnages. C'est du style : « Ici vous êtes bien, y a pas de grèves. Chez Renault ils gagnent plus, mais ils ne travaillent pas toute l'année ».

Ceux qui n'apprécient pas le genre de la comédie ont droit à des tirades plus tragiques aux accents agressifs et menaçants. Ainsi le terrain est préparé. Place au deuxième acte : Les travailleurs sont classés en trois catégories : les sûrs, les pas très sûrs, et ceux qui ne doivent pas voter.

— Les sûrs, ceux qui voteront pour la CSL, on les laisse tranquilles.

— Les pas très sûrs sont visités individuellement par le chef de secteur qui leur souffle à l'oreille « toi, tu votes CSL » et exige que l'électeur lui ramène les bulletins de vote qu'il n'a pas utilisés, pour contrôler leur choix.

— ceux qui ne doivent pas voter sont ceux dont on pense qu'ils voteront CGT. Ceux-là, on leur fait comprendre qu'il vaudrait mieux qu'ils s'abstiennent sous peine de se retrouver mutés loin de chez eux.

Troisième acte : Après le vote, le dépouillement. Là, les agents de secteur contrôlent que tous ceux qui doivent voter l'ont fait. Les bulletins panachés sont examinés avec soin. Après recoupage et comparaison avec leurs prévisions, les agents arrivent à déterminer ceux qui n'ont pas voté CSL. Les travailleurs soupçonnés sont convoqués et menacés. On comprend dans ces conditions, que la simple présence d'observateurs au dépouillement ne suffise pas à empêcher la tricherie.

Les témoignages attestent l'existence de ces méthodes sont nombreux. Parmi les plus significatifs, ceux que l'on peut trouver dans les compte-rendus d'audience de procès qui ont opposé la CGT à la direction de Citroën. Ainsi, par exemple, le 3 mars 1977, au tribunal d'instance d'Aulnay-sous-Bois, la CGT obtient l'annulation des élections de délégués du personnel dans l'usine de Citroën-Aulnay. Les raisons évoquées alors par le tribunal sont les suivantes : pressions sur les salariés, contrôle du contenu du vote, violences physiques.

Lisons quelques dépositions de travailleurs lors de ce procès. C'est révélateur des méthodes pratiquées par la CFT (la CSL de

l'époque) et la direction de Citroën :

Monsieur Tanriverdi : « Nous étions obligés de voter pour la CFT. L'interprète M. Bakan et l'agent de secteur m'ont appelé et m'ont dit que je devais voter. Le jour des élections, je suis allé voir le chef qui m'attendait dans une pièce dans l'atelier. Il m'a donné un bulletin de vote avec une enveloppe... J'ai eu des menaces, des hommes que je ne connaissais pas sont venus me chercher... J'ai eu peur de perdre mon travail ».

Quelques mois après sa déposition, M. Tanriverdi fut sauvagement attaqué à la porte de son entreprise par un nervi. La 12ème chambre correctionnelle du tribunal de Bobigny condamna son agresseur, le 8 mars 1977, à 5 000 francs de dommages et intérêts.

Monsieur Demirtas : « L'agent de secteur m'a appelé, il m'a dit "tu n'as pas pris la carte CFT, tu ne voteras pas." J'ai voté avec le bulletin de vote que le chef m'a donné dans une enveloppe. Il m'a demandé de voter pour la CFT et de ramener le reste ».

Monsieur Ahmet Kuru : « J'ai été appelé par l'agent de secteur, il m'a fait des pressions sous prétexte que je n'avais pas voté CFT. Au premier tour, certains immigrants ont voté et comme ils n'avaient pas suivi les instructions données par l'agent de secteur, on leur a dit qu'ils ne voteraient pas au second tour... Le contremaître m'a donné un bulletin de vote. Il m'a dit de le mettre dans une enveloppe et de lui ramener les quatre autres bulletins. J'ai voté et je n'ai pas ramené les quatre bulletins au contremaître. J'ai été appelé chez l'agent de secteur et ils m'ont fait des pressions sous prétexte que je n'avais pas voté CFT ».

D'autres témoignages attestent aussi des violences physiques exercées contre les militants CGT.

Michel Lironcourt : « Nous sommes agressés presque toutes les distributions de tracts... des commandos viennent nous arracher nos tracts... on a presque été lynché... J'ai reconnu des adhérents du syndicat CFT ».

Jacques Le Roux : « J'ai eu des difficultés lors de la distribution de tracts. La direction a fait mettre une poubelle sur le chemin des travailleurs et la direction les invite à jeter les tracts dans la poubelle. J'ai subi des violences, j'ai reçu des coups ».

Voilà en quelle estime on tient la démocratie chez Citroën. On pourrait citer plusieurs procès de la même veine, qui ont opposé la CGT à Citroën et où s'expriment nombre de travailleurs sur les méthodes d'un autre âge employées dans cette entreprise.

# Les orientations en débat

Le projet de document d'orientation est divisé en cinq grandes parties : « Pour une issue à la crise, dès maintenant; réussir le changement avec les travailleurs; l'unité d'action; la situation mondiale et la vie internationale de la CGT; la CGT qu'il faut pour réussir. »

### LE BILAN DE LA PÉRIODE GISCARDIENNE

Le bilan de la politique giscardienne tiré dans le document préparatoire est celui d'une gestion de la crise au service du grand capital : « tout a empiré dans la vie des travailleurs français, dans tous les domaines. (...) Tout a été subordonné aux besoins et aux objectifs des monopoles, à leur politique de "redéploiement" et d'adaptation à la crise, pour répondre aux exigences de profit et d'accumulation du capital, pour préserver la domination des grands groupes capitalistes sur l'ensemble de la vie du pays. » Sont ainsi passés tour à tour en revue le démantèlement organisé et généralisé, la régression sociale, la recherche du « consensus » et les attaques contre les libertés, la mise en cause de l'indépendance nationale.

« Face à l'attaque frontale contre leurs conditions d'existence, la classe ouvrière, les travailleuses et travailleurs ne sont pas restés passifs. La donnée majeure de la période passée, c'est bien l'intensité du mécontentement et de la combativité. (...) Les luttes se sont développées, tenaces, durables; elles ont mis en échec la grande opération du consensus social auquel aspirait Giscard. (...) La CGT a été l'artisan essentiel de ces luttes dont l'ampleur est un phénomène remarquable, traduisant un rapport de forces élevé, luttes dont le contenu, ainsi que les résultats ont renforcé la confiance des travailleurs, conforté la conscience de la nécessité du changement. Cette prise de conscience a joué un rôle incontestable dans l'élimination de la droite des instances du pays et dans la victoire de mai et juin 1981. »

### LA CRISE ET LES SOLUTIONS DE LA CGT

Le document analyse la crise profonde, globale et durable que traverse la société française, crise de suraccumulation de capital, très profonde et sans précédent, qui secoue tous les domaines de la vie, la société toute entière. « C'est la crise d'un mode de production qui atteint ses limites historiques. La crise a une double dimension, nationale et internationale. »

« Nous sommes engagés dans le processus du changement. Ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, c'est la question des moyens et des conditions de sa réussite, c'est sa réalisation. » Le document insiste sur le fait que la crise n'est pas fatale, qu'on peut progresser vers son issue en saisissant les moyens nouveaux que recèle la situation née du printemps 81, qu'une solution nationale à la crise est possible et que c'est sa mise en œuvre qui est à l'ordre du jour aujourd'hui,

C'est du 13 au 19 juin prochain que se tiendra, à Lille, le 41e Congrès de la CGT. Il est maintenant entré dans sa phase active de préparation avec la publication des documents préparatoires :

- projet de document d'orientation (*Le Peuple* N° 1 126, résumé dans *La Vie ouvrière* N° 1957),
- rapports d'activité et financier (*Le Peuple* N° 1 129),
- projet de programme d'action (*Le Peuple* N° 1 130),
- tribunes de discussions dans *La Vie ouvrière* et *Le Peuple*.

Au total près de 300 pages de documents qui analysent à la fois l'activité de la CGT depuis son 40e Congrès de 1978, la nouvelle situation politique créée par le 10 mai, la stratégie et l'action de la CGT pour les années à venir dans ce contexte.

La CGT est la première centrale syndicale de notre pays. Elle a joué et joue un rôle décisif dans la lutte de classes dans notre pays. Ce qui va se débattre au 41e Congrès est donc important, non seulement pour la CGT elle-même, mais pour l'ensemble du mouvement ouvrier, pour la classe ouvrière et tous les travailleurs. Aussi nous apparaît-il indispensable pour tous les militants du mouvement ouvrier de connaître, d'étudier les principaux éléments de réflexion soumis au débat des adhérents et militants de la CGT dans le cadre de la préparation de ce 41e Congrès.

C'est pourquoi *L'Humanité rouge* présente les principaux aspects du projet de document d'orientation, en le citant très largement, afin d'en appréhender, sans schématisme, toute la richesse qui se veut synthèse de l'expérience accumulée par la CGT.

Dans ce premier article, nous n'aborderons pas la partie du document consacrée aux questions internationales, sur laquelle nous reviendrons dans un numéro ultérieur. Dans la prochaine édition de *L'Humanité rouge*, nous reviendrons sur la partie du projet de document d'orientation consacrée à l'attitude par rapport au gouvernement et au patronat.

que le socialisme autogestionnaire est à l'ordre du jour.

Les propositions faites dans le document s'articulent autour de cinq objectifs : une croissance nouvelle, ayant « pour objectif et pour moyen la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs »; des réformes de structures, nationalisations et démocratie économique; l'intervention des travailleurs, « leur participation accrue aux instances de gestion ou de concertation »; la démocratie politique, à tous les échelons de la vie sociale; un nouvel ordre économique et politique international, « mettant fin au néo-colonialisme et fondé sur la coexistence pacifique ».

### LE CHANGEMENT EST POSSIBLE

Le document décrit d'abord les conditions actuelles de la lutte de classe. Des obstacles sérieux existent : le principal, « le grand patronat, les puissances de l'argent et du conservatisme qui maintiennent des positions clés dans l'économie, dans l'appareil d'Etat, dans toute la vie du pays »; mais aussi les forces internationales du conservatisme et de la réaction, des forces qui, dans la gauche, « tirent en arrière parce qu'elles visent une gestion dite "de gauche" de la crise », le caractère composite du courant populaire.

Mais le changement est possible : « à condition d'être prises en charge, par les travailleurs eux-mêmes, les mesures sociales et les réformes en cours ou en préparation, qui dans l'ensemble vont dans la bonne direction, sont autant de points d'appui, autant de moyens nouveaux pour consolider la possibilité du changement et donc pour assurer sa réussite. Le courant populaire qui s'est exprimé le 10 mai est porteur d'une immense volonté de changement. Même confuse, notamment sur la question des moyens, cette volonté est si forte qu'elle s'impose à tout le monde. » Le document insiste par ailleurs sur le fait que « rien n'est acquis, rien n'est garanti, rien n'est réglé, mais c'est possi-

ble. Il y a, il y aura des aléas, des moments de reculs, des hésitations dans l'évolution des événements, mais on ne doit pas perdre de vue que le changement est possible, effectivement. La lutte de classe, loin de se réduire, est en réalité plus aiguë, et d'autant plus que le rapport des forces a progressé et que l'enjeu, plus élevé, se matérialise. »

### LA CGT ET LE NOUVEAU POUVOIR

« Il n'y a plus de bloc patronat-gouvernement contre les travailleurs, contre la CGT, contre les forces luttant pour le progrès social, économique et démocratique. (...) Le gouvernement n'est pas notre adversaire : il doit être notre partenaire, pour procéder aux réformes nécessaires attendues par les Français.

Le *Peuple* N° 1 130 publie le chiffre des adhérents de la CGT pour les années 77, 78, 79 et 80 :

ANNÉES	ACTIFS	RETRAITÉS	TOTAL
1977	2 016 841	305 214	2 322 055
1978	1 890 649	302 213	2 192 862
1979	1 737 989	293 174	2 031 163
1980	1 643 375	284 208	1 918 583

Cette publication s'accompagne des commentaires suivants : « Le tableau ci-dessus reflète le tassement des effectifs de la Confédération, en particulier au niveau des actifs, avec un ralentissement de cette baisse en 1980. Cette évolution traduit l'âpreté du combat syndical durant cette période. (...) Elle ne peut être isolée des conséquences de la crise, de la casse industrielle, de l'accroissement très important du chômage, de la précarisation de l'emploi et de la répression patronale dont les organisations de la CGT ont subi les conséquences de plein fouet. Les campagnes anticommunistes et anticégétistes n'ont pas été sans répercussion auprès d'un certain nombre de travailleurs et de syndiqués. Les éléments en notre possession pour 1981 confirment la tendance au redressement et il est possible d'envisager un solde positif pour l'année 1981. »

Les rapports entre la CGT et le gouvernement d'union de la gauche, comme entre elle et chaque parti de gauche, restent des rapports d'indépendance réciproque total. (...) Tous ceux qui, dans toute la gauche, ont sur les épaules la responsabilité du changement et veulent le réussir, doivent agir en fonction de cette responsabilité finalement commune, sans ignorer ni cacher les différences, mais en évitant d'en faire des points d'affrontement et

de blocage. (...) Cette réalité doit imprégner toute la pratique syndicale aujourd'hui et suppose donc une rupture avec ce qui a été le lot quotidien des militantes et des militants durant 34 ans. »

Le document décrit l'attitude de la CGT : « Ni complaisance, ni irresponsabilité, ni surenchère, ni abandon des intérêts des travailleurs. Force positive et stimulante du changement, contrepoids et obstacle syndical majeur aux pressions du patronat, du capital et de la réaction, la CGT s'efforce d'être, en permanence, le soutien; des mesures de progrès du gouvernement, le contrepoids des pesanteurs, des insuffisances ou des défauts de l'action gouvernementale, la force pour une intervention appropriée contre les décisions négatives. »

### LA CGT FACE AU PATRONAT

Après avoir rappelé que le patronat, bien qu'affaibli, n'a pas changé de nature, le document écrit : « La situation nouvelle place le patronat devant une obligation lourde de conséquences pour lui : il doit aujourd'hui justifier son existence dans l'entreprise et dans la société. Alors que le pays commence à s'engager dans une nouvelle logique de croissance voulue par les Fran-

çais, et tandis que la vie économique pose en termes de masse la nécessité de substituer la notion de rentabilité sociale aux lieux et places de la recherche exclusive du profit, ce sont les faits eux-mêmes qui posent devant la nation la question du rôle, de l'utilité et de l'efficacité des patrons. »

Le document insiste ensuite sur la nécessité de fortifier le rapport des forces dans l'action des travailleurs, d'une action syndicale énergique de toutes les organisations de la CGT.

### RÉUSSIR LE CHANGEMENT

Après avoir rappelé que « les conditions nouvelles sont plus favorables, mais pas pour autant plus faciles, et rien n'est écrit d'avance, programmé d'en haut », que « ce qui est vraiment en cause, c'est le changement et non pas simplement quelques vagues mesures pour adoucir la gestion de la crise », le document précise : « Chaque recul du grand patronat, chaque avancée pour les travailleurs est l'enjeu d'un véritable affrontement de classe, d'une lutte acharnée. Tel est le chemin qui conduit la crise à son terme, le chemin d'une rupture avec la logique capitaliste, la logique du profit roi, pour prendre la voie d'un nouveau type de croissance fondé sur les besoins du pays et de nouveaux critères de gestion. (...) Dans ce contexte, la CGT considère que cette voie d'avancées successives pour les revendications comme au plan des réformes plus vastes est bien la meilleure, la mieux adaptée, la plus sûre pour transformer vraiment les structures de notre pays. »

### L'INTERVENTION DES TRAVAILLEURS

« Le progrès social, économique et démocratique et les profondes réformes indispensables ne viendront pas d'elles-mêmes. Rien ne vous sera donné. Ça ne changera pas vraiment sans que les travailleurs interviennent. (...) Cette intervention est la condition de tout progrès réel, de l'obtention de chaque revendication, de la réalisation de chaque réforme progressiste. (...) Cette intervention est conditionnée par une action syndicale de masse, ferme et responsable, à tous les niveaux, reposant sur la force organisée des travailleurs dans la CGT. »

Le document insiste dans ce but sur la priorité à accorder à l'entreprise, sur la démocratie, « but et moyen du changement », puis décrit l'activité diversifiée que doit avoir la CGT pour toutes les revendications et ses différents aspects spécifiques (en particulier l'U.C. Retraités et l'U.G. Ingénieurs, Cadres et Techniciens).

### L'UNITÉ D'ACTION SYNDICALE

Après avoir rappelé que « l'unité d'action est un impératif découlant de la nature-même du mouvement syndical dont la vocation est de rassembler tous les

# VIE OUVRIERE

## LES ELECTIONS A RENAULT-FLINS

### Le point de vue de la CFDT

travailleurs sur la base de leurs intérêts communs dans une même centrale syndicale et, puisqu'il existe plusieurs centrales, de parvenir au plus grand degré possible d'action commune», le projet de document d'orientation décrit «une situation insatisfaisante mais réelle». Il s'agit principalement de l'orientation de la CFDT, qui «avait pour sens, au nom du "réalisme", d'admettre la crise comme inéluctable; de n'y voir qu'une issue internationale; d'admettre un certain degré d'austérité et de repli industriel; de renoncer pour longtemps aux actions visant, le CNPF dans son ensemble. (...) Depuis l'accession de la gauche au pouvoir politique, la CFDT aggrave cette orientation qui la conduit à faire pression pour des mesures en retrait.»

«La CGT ne se résigne pas et ne se résignera jamais à cette situation préjudiciable aux travailleurs et néfaste pour accomplir les transformations économiques, sociales et démocratiques à l'ordre du jour.» Le document décrit trois objectifs pour l'unité d'action : le souci permanent de la clarté et de la franchise, la nécessité permanente de définir démocratiquement avec tous les travailleurs les objectifs et les méthodes de l'action revendicative en n'excluant aucune organisation disposée à s'y associer dans cet esprit et à admettre la décision démocratique des travailleurs, l'activité autonome de la CGT pour s'exprimer, informer les syndiqués et les travailleurs, pour proposer, prendre leurs propres initiatives et renforcer les effectifs de la CGT.

Le document se termine par le rappel de l'objectif de l'unification syndicale : «Autant le pluralisme politique est intimement lié à la réalité profonde de la vie publique française, autant le pluralisme syndical est un état de fait mais non un idéal pour la CGT. Par nature, le syndicat doit pouvoir regrouper tous les travailleurs indépendamment de leurs opinions politiques, philosophiques, religieuses, sur la base de leurs intérêts de classe. (...) Une seule classe ouvrière, un seul syndicat face à l'unique syndicat patronal.

#### LA CGT QU'IL FAUT POUR RÉUSSIR

La dernière partie du projet de document d'orientation est consacrée à la CGT elle-même : «Cette CGT puissante, active, largement ouverte à tous et à toutes, ferme sur ses positions de classe et en même temps soucieuse de renforcer, d'affirmer toujours plus son caractère de masse, le 40e Congrès l'a très bien définie.»

Le document insiste sur la nécessité de syndiquer massivement à la CGT, d'être forts partout (grandes et petites entreprises, double structure Fédérations et U.D.), sur l'importance des élections professionnelles. Il s'agit de «tout faire pour donner aux syndiqués le maximum de moyens pour participer réellement à l'activité syndicale : cette démarche représente le fondement même de la démocratie syndicale, elle conditionne, dans une large mesure, l'avancée de la CGT que nous voulons, dont les travailleurs et travailleuses ont besoin aujourd'hui.» Dans ce but, il faut enraciner l'activité du syndicat au plus près des travail-

La section CFDT de Renault-Flins tenait, ce lundi 17 mai, une conférence de presse au sujet des résultats, connus dans leur ensemble depuis le vendredi, des élections professionnelles. Il s'agissait de resituer ces résultats dans l'histoire électorale de Renault-Flins (beaucoup ayant été dit ou écrit à ce sujet qui ne reflétait pas forcément la réalité), de dégager, après les grèves récentes dans cette usine, les raisons du net succès remporté par la CFDT et en même temps de voir vers l'avenir les développements possibles sur cette base.

La CFDT a obtenu, dans le premier collège, 47,8% des suffrages, soit une progression de 11,7% : elle y devient majoritaire. La CGT, avec 43,6%, recule de 9,2 points et FO, avec 8,6%, perd 2,5 points (\*).

Les abstentions (32,3%) sont en hausse de 1,9% par rapport à l'an dernier. L'absentéisme (les malades ne votent pas et sont comptés dans les abstentions) qui «pèse» 15 à 17% depuis 1977, relativise ce taux d'abstention qui n'est en outre pas exceptionnel (34% en 1978, 35,9% en 1979...). Pas d'exceptionnel non plus le nombre de bulletins blancs ou nuls : 7,3% (9,1% en 1979, 8,3% en 1973, voire 14,1% en 1972, année record).

Le succès-même de la CFDT n'est pas à proprement parler exceptionnel : elle avait fait 48,1% en 1965 où la CGT était passée de 68,5% en 1964 à 45,8%, suite à une quasi-faillite du CE qu'elle gérait (FO, qui avait fait 6,1% cette année-là, avait ensuite disparu pendant 8 ans).

Dans les années suivantes, la CGT se situe autour de 55%. La CFDT autour de 45%. Les immigrés qui arrivent massivement en 1971, votent dans un premier temps CGT (celle-ci fait 63% cette année-là).

Après le premier grand conflit de 1973, la CFDT remonte à 42,5% ; elle se bat pour l'annulation de ces élections (les candidats immigrés ont été rayés par près de 500 électeurs) ; bataille qu'elle gagne, pour reculer à 31,8% aux élections refaites 6 mois plus tard.

Elle remonte au-dessus de 40% en 1976 et 1977 (suite à une lutte pour les congés sans solde de travailleurs africains et des campagnes actives sur diverses questions) pour reculer à nouveau à partir de 1978 (jusqu'à 31,5% en 1980) suite à une crise complexe aux restaurants et aussi, dans une moindre mesure, après l'échec de la grève des presses où elle s'était montrée très en pointe.

De tout cela, il ressort une instabilité électorale, sans nul doute plus marquée que dans des industries d'implantation plus ancienne, chez les immigrés et aussi chez les Français. Les travailleurs jugent sur le comportement sur le terrain, dans l'action, la façon dont ils le ressentent, sans marquer l'attachement

qu'on peut connaître ailleurs à l'étiquette syndicale.

Pour cette fois, l'attitude claire et nette de la CFDT dans les récents conflits, sur les revendications (par rapport aux propositions de la direction), sur l'unité, par rapport au comité de grève, a tranché avec les tergiversations, hésitations, voire absences, de la CGT que la CFDT explique par une certaine paralysie stratégique en particulier dans le nationalisé (et encore plus à la Régie) où des épreuves de force ne pourraient déboucher, pour la CGT, que sur des catastrophes, avec des risques d'affaiblissement de ces secteurs, de déstabilisation du gouvernement, etc...

Les résultats dans les secteurs directement touchés par la lutte sont particulièrement nets :

—en tôlerie R5 : la CFDT passe de 40,6 à 58,5% ; en sellerie : de 40,8 à 57,4% ; en tôlerie R18 : de 40,5 à 53,2% ; en mécanique : de 36,8 à 51,3%.

Dans d'autres ateliers moins directement concernés, les progressions sont également très fortes : de 34,5 à 50,1% aux presses ; de 22,8 à 45,7% à l'électrolyse ; de 38 à 48% à la peinture ; de 31 à 42% au contrôle.

En fait, la CFDT progresse particulièrement chez les productifs. Elle a perdu 1% chez les employés, 6% (de 46 à 40%) chez les professionnels.

Tout ceci, et compte tenu des succès des luttes récentes, peut faire

espérer la possibilité de construire un véritable syndicalisme à Flins, une véritable organisation collective des travailleurs (dont le taux de syndicalisation n'est que de l'ordre du 10%), susceptible de préparer les épreuves de force (dépasser le stade de la révolte) de «poser les problèmes en terme de pouvoir», de «contrôle ouvrier»...

La CFDT escompte un progrès notable de la syndicalisation et va continuer à se battre pour «que le syndicat, ce ne soit pas seulement les délégués», pour le contrôle du travail, et aussi pour que les ambauchés liés aux contrats de solidarité ne soient pas seulement des jeunes hommes français (ce qui semble bien être l'intention de la direction) mais des jeunes en proportion de ce qu'ils représentent au chômage (des jeunes femmes, des jeunes immigrés...).

Gilles CARPENTIER

(\*) Dans le deuxième collège, la CGC passe à 53,98% (elle avait connu le même type de progression après la lutte de 1973 où elle avait fait 55,4%) progressant face à tous les syndicats, y compris FO qui perd 4,1%.

Avec 43,8% dans le premier collège, la CGT est au plus bas depuis la création de l'usine.

A signaler que la section CFDT de Renault-Flins est notoirement critiquée à l'égard de la Confédération (temps de travail, unité...).

### On lutte à Montpellier

Il est bien clair que si les travailleurs veulent vivre le changement ils doivent lutter pour le voir appliquer :

—aux Cafés Jacques Vabre, c'est par la lutte que les ouvriers ont obtenu le maintien de leurs avantages acquis (dans le cadre de l'application de la loi des 39 heures)

—au supermarché Mammouth pendant 16 jours, les travailleurs ont fait une grève dans l'unité CGT-CFDT pour des salaires décentés et malgré cela la direction n'a pas cédé

—chez les tramontins de Montpellier (SMTU), la lutte s'est engagée avec la direction et un conseil d'administration où siège le maire, Monsieur Frêche, du Parti socialiste, pour des revendications salariales et pour la diminution de la durée de travail

—les télégraphistes ont arrêté le travail depuis une semaine pour une augmentation des effectifs

—la grande majorité des ouvriers de EATT (bâtiment et travaux publics) occupent leur entreprise pour s'opposer à 42 licenciements.

Malgré donc une situation un peu plus favorable (non intervention des forces de police et un certain appui des élus de gauche), les luttes que

mènent les travailleurs pour défendre leurs intérêts restent difficiles : le patronat demeure intransigent et mobilisé ; d'ailleurs ses réactions devant le rapport Auroux concernant les droits des travailleurs dans les entreprises montrent bien que les patrons ne sont pas prêts à céder la plus petite parcelle de leur pouvoir. Cette intransigence patronale, de fait confortée par les hésitations du gouvernement et sa timidité à l'encontre du patronat, ne prend certainement pas ombrage des projets sur «les nouvelles solidarités», un piège que les travailleurs de la SMTU ont refusé —la direction accordant une diminution du temps de travail de 3 heures par semaine, 1h30 à sa charge et 1h30 non payée. En réalité plus que jamais l'action des travailleurs s'impose, pour qui des victoires sont possibles si une véritable solidarité de classe se met en place. C'est dans cette perspective que notre parti a diffusé un tract sur la ville parlant de tous ces travailleurs qui luttent et appelant à une solidarité active autour d'eux.

Correspondante Montpellier

### VITROLLES BOUCHES-DU-RHONE

#### Succès de la fête du parti

C'est par un débat sur la question du «changement» qu'a débuté cette fête organisée par la cellule de Vitrolles, avec la participation d'associations locales (Amicale des locataires, Association immigrés en Provence) et des militants syndicalistes. Débat particulièrement animé, révélant les différences d'appréciation sur l'analyse de la situation un an après le 10 mai 1981. A la déception certaine chez certains participants, surtout après les dernières mesures gouvernementales en faveur des patrons et les déclarations de Defferre sur les questions de sécurité, répondait la certitude de tous que les choses n'avanceront pas si l'on reste les bras croisés à tout attendre d'en haut, que l'intervention des travailleurs resta décisive.

C'est ensuite autour d'un excellent buffet préparé par les militants de la cellule que se poursuivaient les échanges de vue animés, puis les esprits un peu calmés, place fut faite à la chanson et à la danse.



Deux jeunes auteurs compositeurs vitrollais chantèrent le quartier, l'amitié, l'amour, la jeunesse, la Pologne et le Salvador et conquièrent le public par leur talent.

C'est par le bal enfin, dans une chaude ambiance, grâce à l'orchestre «Fol Avril» que se termina la soirée. 80 personnes environ y avaient pris part et tout en rangeant la salle avec les militants déjà on se donnait rendez-vous le 6 juin à Valabre, pour la fête régionale du Parti.

Correspondant Vitrolles

leurs, conquérir les droits nécessaires, corriger les défauts tendant à enfermer l'activité dans une sorte de cercle d'initiés, avoir une organisation solide, des élus liés au syndicat et aux travailleurs, développer l'information et la circulation des idées.

Le document insiste sur la vie démocratique de la CGT, «capital précieux que nous devons faire fructifier ensemble : à la CGT, tolérance et respect des ré-

gles démocratiques vont de pair. Elles signifient d'abord, pour chacun et chacune de ses adhérents ou militants, la possibilité de s'exprimer librement, de défendre son opinion, ses idées et de les garder dans l'hypothèse où elles ne sont pas partagées par la majorité. Elles signifient ensuite le droit à la divergence, y compris à son expression interne ou publique, tout en exerçant ses droits d'adhérents à la CGT.

Elles impliquent enfin que les décisions démocratiquement prises s'appliquent. Elles impliquent également, que ceux ou celles qui conservent une opinion différente, comme c'est leur droit, admettent que les décisions prises démocratiquement soient appliquées. Le 41e Congrès réaffirme, conformément au Préambule des statuts, son opposition résolue à toute démarche visant ou aboutissant à l'existence de

tendances organisées.»

Le rapport se termine par un appel à «gagner par millions les travailleurs et travailleuses aux idées de lutte de classe», en luttant pour une véritable information libre et pluraliste, en développant une propagande de masse, en développant la diffusion de la presse confédérale.

# ALGER : une conférence pour le rapprochement des rives Nord et Sud de la Méditerranée

La quatrième conférence des forces progressistes de la Méditerranée a pris fin vendredi 7 mai à Alger par l'adoption d'un appel aux peuples de la région que nous publions ci-dessous. Dans son allocution de clôture M. Slimane Hoffman qui présidait ces assises a notamment affirmé que : « Les forces progressistes de la Méditerranée ont maintenant l'opportunité historique de relever le défi de la réappropriation de la Méditerranée par les Méditerranéens, défi sur lequel il faut reconnaître qu'un large consensus s'est dégagé. » M. Hoffman a fait remarquer que « les débats ont montré tout l'éventail des possibilités qui s'articulent autour des objectifs de paix, de sécurité et de coopération. »

En conclusion, il a estimé qu'il n'y a « guère d'autres alternatives que la solidarité, pour donner naissance au projet méditerranéen. »

Il avait en effet précisé que « la Conférence d'Alger est l'occasion de donner enfin corps à un dialogue dicté par la nécessité d'affronter dans l'unité, les dangers que compte une crise internationale de plus en plus préoccupante. » Rappelant que la détérioration de la conjoncture internationale menace avant tout la région méditerranéenne, M. Hoffman a cité les tentatives de blocage du processus de libération des peuples, les manœuvres d'extension et de consolidation des sphères d'influence et la politique d'ingérence et de déstabilisation de l'impérialisme.

Après avoir stigmatisé la volonté impérialiste d'hégémonie, génératrice de tensions et de conflits et la volonté des forces rétrogrades de maintenir à tout prix un système international archaïque et injuste dont l'usufruit est une rente néo-coloniale, M. Slimane Hoffman a observé que la Méditerranée a le triste privilège de servir de décor au déploiement de la stratégie impérialiste, visant en premier lieu à briser l'unité et la détermination des peuples arabes, particulièrement les peuples palestiniens, libanais et syriens, par l'agression permanente, échue à l'entité sioniste.

La cinquième conférence aura lieu en Yougoslavie sous l'égide de la Ligue des communistes.

Hervé DASTAR

## DOCUMENT

Dans l'appel adopté à l'unanimité, le vendredi 7 mai, les peuples de la région méditerranéenne sont invités :

A intensifier la lutte contre le danger que constituent la permanence des conflits, la course aux armements et le réemploi stratégique de l'impérialisme dans notre région, particulièrement au Moyen-Orient et au Maghreb.

A se mobiliser davantage en vue de créer les conditions pour le démantèlement des bases, le retrait des forces d'intervention et des flottes étrangères, l'interdiction du stockage et du transit d'armements nucléaires, afin d'éloigner les dangers de la confrontation entre grandes puissances pour aller vers le dépassement des blocs et leur dissolution, dans la perspective de la transformation de notre région en zone dénucléarisée et de paix.

A réaffirmer et à assumer leur solidarité effective et concrète envers les peuples qui luttent pour la liberté, pour leurs droits à l'autodétermination et à l'indépendance nationale.

A agir en vue du règlement des conflits propres à la région qui constituent une menace sérieuse pour la paix, notamment les conflits dont le Moyen-Orient et le Sahara occidental sont le théâtre.

A appuyer le combat du peuple palestinien dans la conviction que toute paix juste et durable au Moyen-Orient implique le retrait total d'Israël des territoires occupés, y compris El Qods, le respect des droits légitimes du peuple arabe et palestinien, y compris son droit à l'autodétermination et à l'instauration de

son Etat indépendant sur son territoire national, sous la conduite de son unique et légitime représentant l'OLP.

A condamner la politique d'annexion et d'expansion suivie par Israël à El Qods, au Golan et dans les régions occupées.

A exprimer leur solidarité avec les patriotes palestiniens de la rive occidentale et Ghaza et avec les citoyens syriens du Golan contre les mesures répressives et les actions exercées à leur encontre par les autorités israéliennes qui poursuivent leurs agressions contre le Liban, en violation de sa souveraineté et de son indépendance et continuent de menacer et de provoquer la République arabe de Syrie.

A soutenir le peuple du Sahara occidental — notamment après l'admission de la République arabe sahraïe démocratique à l'OUA — dans son juste combat pour le libre exercice de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, et les efforts tendant à l'ouverture de négociations directes entre le Front Polisario et le Maroc, conformément aux décisions des instances internationales.

A appuyer le peuple de Chypre dans sa lutte pour une solution juste basée sur les résolutions des Nations Unies en faveur du retrait des forces étrangères d'occupation, de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité, de l'intégrité et du caractère non aligné de la République de Chypre.

A condamner l'agression américaine contre le golfe de Syrte le 19 août 1981, les provocations, le blocus économique et technologique contre la Lybie.

A exprimer leur solidarité aux forces démocratiques de la Tur-

quie qui luttent contre l'oppression et pour la démocratie et le progrès social.

A prendre en charge et à approfondir les perspectives ouvertes par la convergence entre le Mouvement de libération nationale sur la rive sud de la Méditerranée, et le combat mené par les forces démocratiques et progressistes de la rive nord, qui luttent ensemble contre toutes sortes de domination, d'exploitation, d'hégémonie, pour l'affirmation de la liberté, la consolidation de l'indépendance nationale et la coopération sur un pied d'égalité.

A apprécier l'importance du rôle de la politique de non-alignement qui, en tant que facteur autonome et hors blocs, devient un élément essentiel de la vie internationale.

A rejeter les impératifs d'une nouvelle division internationale du travail qui tend à faire supporter aux travailleurs des deux rives de la Méditerranée le poids de la crise structurelle de l'actuel système économique mondial.

A militer pour la restructuration et la démocratisation des relations et institutions économiques internationales, en particulier par la mise en œuvre de négociations globales dans le cadre des Nations Unies, en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international, fondé sur des rapports de justice et d'équité.

A appuyer la promotion d'un ensemble méditerranéen fondé sur la complémentarité et l'utilisation commune du riche potentiel de la région, dans le cadre d'une coopération régionale féconde et égalitaire et à participer ainsi à la recherche de son autonomie, prélude à un développement harmonieux et équilibré au profit de tous.

A agir contre le monopole exercé par les firmes transnationales sur le système international de communication et de l'information qui participe de l'entreprise impérialiste de domination et d'exploitation des peuples, notamment sous la forme de l'agression culturelle.

A œuvrer à l'avènement d'un nouvel ordre international de la communication et de l'information qui préserve la spécificité et l'identité de chacun de nos peuples, respecte le droit au développement des cultures nationales, contribuant ainsi à créer dans le bassin méditerranéen en particulier, un champ d'échanges culturels enrichissants et équilibrés et prenant en charge, dans ce domaine, les besoins des pays en développement.

A organiser leur rapprochement et exprimer leur attachement à la coopération méditerranéenne à travers des échanges, rencontres et actions communes, se situant dans le prolongement d'une concertation élargie et approfondie des forces progressistes de la région.

## PEUPLES NOIRS PEUPLES EN LUTTE

Au soir du 1<sup>er</sup> Mai, les animateurs du groupe « Jonction », qui publie la revue du même nom et qui se veut un pôle de regroupement de ceux qui sont engagés dans une démarche progressiste de connaissance de l'histoire et de la culture africaine, avaient organisé une soirée culturelle au programme fort riche.

Initiative qui devait susciter l'intérêt puisqu'environ 300 personnes y assistaient. La soirée s'ouvrit sur la présentation d'un court métrage de Mennelik Shabazz, jeune cinéaste noir d'origine jamaïcaine vivant en Angleterre, « Blood a gah Run », réalisé à la suite de l'attentat fasciste de Newcross qui, début 1981, coûta la vie à 13 jeunes noirs. Face au silence des médias et à la passivité de la police la communauté noire organisa une marche qui rassembla 15 000 personnes. Puis les incidents qui éclatèrent en plusieurs villes d'Angleterre révélèrent la misère de la population noire et la montée des groupes racistes et fascistes.

Avant l'intervention d'un représentant du PAC fut ensuite projeté le film de Chapell et Austin : « L'Afrique du Sud nous appartient ». L'un des moments les plus forts de ce remarquable document est la séquence sur la cité-prison dans laquelle sont recluses 4 000 ouvrières noires séparées du reste de leur famille. Puissante dénonciation de l'apartheid, ce film est un hommage au rôle actif qu'ont les femmes dans la lutte contre cet odieux système.

A la suite du film, l'intervention du PAC (Pan African Congress of Azania) devait préciser l'action de cette organisation en Afrique du Sud. Un bref historique de son évolution, notamment la séparation d'avec l'ANC, la prise en compte du système d'apartheid, de la séparation effective entre noirs et blancs et dans un premier temps de l'impossibilité

d'une lutte commune, d'où la nécessité d'organiser rapidement les noirs. L'orateur devait mettre l'accent sur l'unité croissante avec d'autres mouvements azaniens, tels le Mouvement de la Conscience noire et le Mouvement de la jeunesse. Par contre, il a exprimé des réserves quant à la lutte menée à partir de pays voisins. Ceci devait l'amener à préciser le type de soutien dont a besoin, à son sens, le peuple azanien : une aide internationale doit avoir pour but de secourir les populations réfugiées. C'est une aide humanitaire en médicaments contre les maladies tropicales et spécifiques à ces contrées, en vêtements, etc... Il devait indiquer que cette aide était destinée aux populations victimes de l'apartheid et non au PAC, la lutte politique étant son affaire. Au cours du débat qui s'ensuivit, le camarade devait indiquer que le PAC reconnu par l'ONU et l'OUA avait des relations avec les différents pays d'Afrique quel que soit le gouvernement en place. Par contre, il devait être très critique envers les associations de soutien, notamment européennes qui manifestent des tendances à s'ingérer dans les affaires intérieures du peuple azanien dans sa lutte contre l'apartheid.

Hommage fut ensuite rendu à deux grandes figures de la lutte pour l'indépendance des peuples d'Afrique: Frantz Fanon et David Diop. Plusieurs orateurs abordèrent les différents aspects de la vie et de l'œuvre de ces hommes pour qui pensée et action étaient étroitement liées.

La soirée prit fin très tard ou plus exactement très tôt le lendemain matin après un bal. Durant ces quelques heures le groupe « Jonction » a su nous sensibiliser aux luttes et à la culture des peuples noirs et nous espérons que d'autres manifestations semblables auront lieu.

Robert VALLOT

## PALESTINE : UNE JOURNÉE D'INFORMATION DE L'AMFP

Le 15 mai, l'Association médicale franco-palestinienne (AMFP) organisait dans ses locaux de la rue de Nanteuil, une journée d'information sur la Palestine. Journée dont la date coïncidait avec la fondation de l'Etat d'Israël, le 15 mai 1948, et qui marque donc le début de la longue lutte du peuple palestinien.

Journée qui prenait cette année une résonance particulière après l'annexion du Golan, les menaces d'Israël sur le Sud-Liban et surtout en raison de l'odieuse répression dont est victime la population arabe des territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie.

Près de 300 personnes ont assisté à cette manifestation et après avoir lu les panneaux d'information, visité l'exposition d'affiches, le public a suivi avec un vif intérêt interventions, films et musiques.

Le temps fort de cette journée fut l'intervention du Dr. Israël Shaak, président de la Ligue des droits de l'homme israélienne, qui prit la parole après que le Pr. Larivière ait rappelé les objectifs de l'AMFP.

Les propos d'Israël Shaak, traduits par Ilan Halévi, furent remarquables par leur caractère concret. En effet, à l'aide d'exemples, il s'est attaché à décrire l'attitude des autorités et d'un certain nombre de civils israéliens vis-à-vis de la population arabe et palestinienne de l'intérieur et des territoires occupés. Descriptions qui en elles-mêmes sont de véritables réquisitoires et qui témoignent du développement d'un terrorisme d'Etat vis-à-vis de ces populations dans le but, avoué de la part de certaines personnalités israéliennes, de les contraindre à l'exode.

Prenez quelques exemples : le fils du maire palestinien de Naplouse est enlevé par un commando à la sortie de l'école et battu; des soldats israéliens obligent la population arabe d'un village à monter dans des camions, la déportent sur une soixantaine de kilomètres avant de la relâcher et les habitants doivent rentrer à pieds...

Israël Shaak devait préciser que les Israéliens qui s'opposent et condamnent ces pratiques sont une minorité. Minorité qui refuse également la perspective d'une troisième guerre d'agression israélienne visant le Liban.

Puis il souligna que l'un des meilleurs moyens de renforcer la solidarité avec la cause palestinienne réside, à son avis, dans la dénonciation constante de ces atteintes aux droits les plus élémentaires.

Ensuite, illustrant d'une certaine façon les propos du Dr. Shaak eut lieu la projection d'un film réalisé par la télévision israélienne et interdit à la programmation : « La Maison » sur la déposition d'une famille arabe.

A la fin de cette journée, l'AMFP pouvait sans aucun doute se féliciter d'avoir fourni au public une large information qui permettra de développer un travail de solidarité.

R.V.